

"Les dirigeants américains paraissent résignés à la dévaluation du dollar" dans Le Monde (17 août 1971)

Légende: Le 17 août 1971, le quotidien français Le Monde analyse les répercussions de la décision unilatérale prise deux jours plus tôt par le président américain Richard Nixon de suspendre la convertibilité en or du dollar.

Source: Le Monde. dir. de publ. Fauvet, Jacques. 17.08.1971, n° 8 270. Paris: Le Monde. "Les dirigeants américains paraissent résignés à la dévaluation du dollar", auteur:Amalric, Jacques , p. 1.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_dirigeants_americains_paraissent_resignes_a_la_devaluation_du_dollar_dans_le_monde_17_aout_1971-fr-c04a8d49-3535-4dbe-bea8-dbbcd10a84a0.html



Date de dernière mise à jour: 23/12/2016

Suppression de la convertibilité en or – Blocage des prix et des salaires

Les dirigeants américains paraissent résignés à la dévaluation du dollar

La décision du président Nixon de suspendre la convertibilité en or du dollar, annoncée dimanche soir dans une allocution télévisée au terme des conversations de Camp-David, a surpris toutes les grandes capitales. Elle porte un coup décisif au système du Gold Exchange Standard, déjà mal en point depuis la disparition en 1968 du « pool » de l'or international.

– Dès lundi ont commencé à l'ambassade américaine à Londres des conversations entre les représentants des autorités monétaires de plusieurs grands pays, en particulier des Etats-Unis, dont la délégation est présidée par M. Volcker, sous-secrétaire au Trésor, de la France, de l'Allemagne fédérale et de l'Italie (la Belgique et les Pays-Bas n'ont pas été invités). M. Nixon a fait allusion à la réunion d'une conférence destinée à réformer le système monétaire, mais aucune date n'a été jusqu'à présent avancée pour de telles négociations. Le comité monétaire des Six se réunit de son côté mardi.

– Tous les grands marchés de l'or et des changes restent fermés ce lundi, dans l'attente de précisions sur les intentions des divers gouvernements. A Tokyo, où le marché des changes était ouvert lorsque furent connues les décisions du président Nixon, les valeurs ont baissé en Bourse de 8 % et le dollar est tombé à son cours le plus bas. La Banque du Japon a dû acheter 700 millions de dollars. A Londres, les mines d'or ont vivement monté.

– L'effet de la taxe américaine de 10 % sur les importations est dès à présent supputé dans les diverses capitales. La France, qui ne destine aux Etats-Unis que 5,8 % de ses ventes, ne sera probablement pas la plus touchée. En revanche, les autorités japonaises ont tendance à interpréter cette mesure protectionniste comme destinée à leur faire accepter la réévaluation du yen, qu'elles ont refusé jusqu'ici. En Angleterre comme en Allemagne, on incline à penser que ce taux de 10 % préfigure celui de l'éventuelle dévaluation du dollar, mesure que semblent admettre les dirigeants américains mais dont M. Volcker s'est défendu à son arrivée à Londres, parlant simplement d'un « dollar flottant ».

– A Paris, un conseil restreint a été convoqué pour mercredi prochain. Il sera présidé par M. Pompidou, qui interrompra pour la circonstance ses vacances à Brégançon ; le président de la République a reçu de M. Nixon une lettre dans laquelle celui-ci l'informe des décisions américaines. Les banques françaises – à l'instar de nombreux établissements étrangers – ont commencé à limiter le montant des sommes qu'elles changent pour les particuliers : 100 dollars par personne seulement en fin de matinée lundi. Sur la Côte d'Azur comme à Zurich, des changes parallèles s'organisent, avec un abattement sur le dollar d'environ 10 %.

– Aux Etats-Unis, le blocage pour trois mois des prix et des salaires est assez bien accueilli par la plupart des économistes, bien que vivement critiqué par les dirigeants démocrates. Le sénateur McGovern (démocrate) a qualifié le programme présidentiel de « folie économique ». Le gouvernement compte sur l'encouragement fiscal à l'investissement et sur l'allègement de l'impôt sur le revenu pour relancer la production et lutter contre le chômage.

Un dispositif protectionniste et anti-inflationniste

De notre correspondant JACQUES ALMARIC

Washington – Après trois jours de consultations intenses avec ses principaux collaborateurs en matière économique et monétaire, le président Nixon est revenu dimanche de sa retraite de Camp-David (Maryland) pour annoncer solennellement à ses compatriotes qu'il s'était résolu à lancer une « nouvelle politique économique pour les Etats-Unis ». Cette nouvelle politique se divise en trois chapitres : lutte contre le chômage ; lutte contre l'inflation ; défense du dollar. Elle a été rendue inévitable pour deux raisons, a dit en substance le chef de la Maison Blanche dans son allocution télévisée : le désengagement des Etats-Unis du Vietnam et l'action des spéculateurs internationaux.

Bien qu'il n'ait consacré qu'un court passage de son discours à la défense du dollar, qui doit demeurer un « pilier de la stabilité monétaire mondiale », c'est manifestement la décision de laisser flotter le dollar qui a coûté le plus à M. Nixon. Cette mesure est « temporaire », a dit le président, et a été rendue nécessaire par les attaques des spéculateurs. Qu'entend M. Nixon par « temporaire » ? Le chef de la Maison Blanche n'a pas été explicite mais il s'est engagé à favoriser « les réformes nécessaires pour la mise en place d'un nouveau système monétaire international dont on a tant besoin ». M. Nixon n'a fourni aucune précision sur ce que pourrait être le nouveau système monétaire ; peu après son discours, certains de ses proches collaborateurs étaient aussi vagues, affirmant seulement que le processus de réforme devrait d'abord se discuter au cours de conversations bilatérales. La première de ces conversations devrait avoir lieu à Londres, où va se rendre incessamment M. Paul Volcker, sous-secrétaire du Trésor. Mais il est probable que des discussions auront lieu dès ce lundi matin dans les coulisses du Fonds m o n é t a i r e international, qui se réunit pour étudier la portée des décisions américaines et leur compatibilité avec les accords de Bretton-Woods.

Le taux de 10 %

M. Nixon n'a pas directement é v o q u é dans son discours une révision des prix de l'or. Les dirigeants américains sont pourtant résignés à une dévaluation du dollar. M. Connally, le secrétaire au Trésor, l'a reconnu au cours d'une réunion des journalistes à la Maison Blanche. Refusant de préciser une date pour la réunion d'une conférence sur la réforme du système monétaire, il n'a pas non plus voulu dire si le taux de la surtaxe imposée à partir de dimanche sur les produits importés aux Etats-Unis (10 %) pouvait être considéré comme un éventuel taux de dévaluation.

Dans l'immédiat, cette surtaxe va sans doute constituer à l'étranger la mesure la plus impopulaire parmi toutes les décisions annoncées par M. Nixon. Bien que le président ne l'ait pas précisé, elle ne s'applique qu'à e n v i r o n la moitié du volume des importations ; elle ne frappe pas en effet les importations soumises à quotas comme le pétrole, la viande, le sucre, les produits laitiers, etc., et les importations qui ne sont pas frappées de droits de douane, comme le poisson, le café et les matières premières.

Avertissement aux Japonais

Un point important n'avait pas pu être clairement établi dimanche soir : qui supportera cette surtaxe ? Le consommateur américain ou l'importateur ? Il semble en fait que ce doive être l'importateur, puisque M. Nixon a également annoncé le « gel » des salaires et des prix pour une période de trois mois. Si telle était bien la mesure, elle ne manquerait pas de décourager de très nombreux importateurs.

Comme beaucoup d'autres mesures annoncées par M. Nixon, cette surtaxe est « temporaire ». Elle a été rendue nécessaire, a dit le président, en raison de certains taux de change « injustes ». « Lorsque ce traitement injuste prendra fin, la taxe sur les importations prendra fin aussi », a-t-il ajouté. Voici les Japonais dûment avertis, sans toutefois être cités : une réévaluation du yen constitue une condition à coup sûr nécessaire mais peut-être pas suffisante à l'abrogation de cette barrière.

De l'avis général, ce sont les importateurs étrangers de voitures qui souffriront le plus du train de mesures annoncé par le président ; non seulement, en effet, les automobiles étrangères sont dorénavant soumises à la surtaxe, mais les voitures américaines se trouvent exonérées de la taxe spéciale sur les automobiles ; cette taxe était de 7 %, ce qui représente en moyenne une diminution de 200 dollars par voiture.

Ce n'est pas un hasard si M. Nixon a choisi de frapper particulièrement fort sur ce secteur : la concurrence japonaise, en particulier, est très vive depuis quelques années et les producteurs de Detroit, qui ont annoncé une augmentation de leurs prix d'environ 5 % il y a quelques semaines, ne parviennent absolument pas à l'endiguer.

Un plaidoyer intérieur

C'est avec des accents protectionnistes que M. Nixon a ensuite donné à ses compatriotes la recette pour ne pas souffrir de la dévaluation masquée du dollar : « Si vous voulez acheter une voiture étrangère, ou voyager à l'étranger a-t-il dit, les conditions du marché pourront enlever à vos dollars une légère partie de leur pouvoir d'achat. Mais si vous faites partie de l'immense majorité qui achète des produits *made in America*, votre dollar vaudra demain exactement la même chose qu'il vaut aujourd'hui. »

Quant aux pays étrangers qui envisageraient de se plaindre du traitement qui est désormais réservé à leurs produits, ils se sont entendu rappeler que « pour les remettre sur pied et protéger leur liberté, les Etats-Unis ont dépensé 143 milliards de dollars d'aides depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, essentiellement grâce à notre aide, ils ont retrouvé leur vitalité et sont devenus de durs concurrents. (...) Il n'y a plus aucune nécessité pour les Etats-Unis de lutter contre cette concurrence avec une main attachée derrière le dos ».

Ce langage et l'escamotage des vraies raisons des difficultés du dollar et de l'économie américaine (M. Nixon a bien stigmatisé les spéculateurs internationaux mais n'a pas expliqué leur haine du dollar ; il a accusé d'ingratitude la plupart des pays industrialisés mais ne s'est pas étendu sur la non-compétitivité des produits américains), ont fait du discours de M. Nixon essentiellement une intervention de politique intérieure.

Il est vraisemblable que le président a été conduit à laisser flotter le dollar beaucoup plus pour des raisons de politique intérieure que d'équilibre monétaire international. Les élections de 1972 approchent et les démocrates n'ont pas caché qu'ils comptaient utiliser les problèmes économiques pour faire avancer leur cause. M. Nixon a essayé de leur couper l'herbe sous le pied, non seulement en édictant un certain nombre de mesures néo-protectionnistes, mais aussi en se préoccupant de la lutte contre le chômage et l'inflation.

Aide fiscale à l'investissement

Pour lutter contre le chômage M. Nixon a annoncé, outre la suppression citée plus haut de la taxe de 7 % sur les automobiles :

– Une exemption d'impôts pour les industries installant de nouveaux équipements. Cette exemption sera égale à 10 % de la valeur des nouvelles machines mises en place pendant l'année à venir ; elle sera ensuite de 5 % seulement tant que la surface sur les importations sera en vigueur. Ces mesures ne s'appliqueront pas en cas d'achat d'outillage étranger ;

– La mise en vigueur avec un an d'avance d'une augmentation de l'abattement des impôts sur le revenu : cet abattement est actuellement de 650 dollars par personne ; il sera porté à 700 dollars le 1^{er} janvier prochain au lieu du 1^{er} janvier 1973.

Ces mesures, qui devront toutes être approuvées par le Congrès (à l'exception de la surface), seront c o m p e n s é e s , a dit M. Nixon, par une diminution de 4,7 % des dépenses fédérales. Cette diminution sera obtenue de plusieurs façons : annulation des augmentations prévues des fonctionnaires fédéraux ; diminution de 5 % de leur nombre ; diminution de 10 % de l'aide économique à l'étranger ; suspension pour trois mois supplémentaires du programme de partage des revenus fédéraux avec les Etats et les municipalités ; suspension d'un an de la mise en vigueur de la réforme de l'assistance sociale. Ces deux programmes, il est vrai, sont bloqués au Congrès.

« Gel » des salaires et des prix

La pièce maîtresse du programme anti-inflationniste de M. Nixon est constituée par le « gel » des salaires et des prix pour une durée de trois mois. Il a dû en coûter à M. Nixon pour édicter cette dernière mesure qu'il avait repoussée voici sept semaines exactement, au lendemain d'un autre week-end de travail à Camp-David.

Le président, harcelé par la plupart de ses rivaux démocrates, et même par bon nombre de parlementaires

républicains, s' e s t finalement rabattu sur une demi-mesure : le gel des salaires et des prix n'est imposé que pour quatre-vingt-dix jours.

D'ici là, un conseil sur le coût de la vie sera chargé de mettre au point un mécanisme pour maintenir un contrôle volontaire des prix et des salaires sans aucune « bureaucratie ». Ce refus de M. Nixon d'avoir recours à un contrôle strict des salaires et des prix risque de miner considérablement la dernière partie de son programme, celle qui pourrait en partie consoler les partenaires commerciaux des Etats-Unis.

JACQUES AMALRIC